

Envoyez vos coordonnées par courrier à : NPA, 2 rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil ou par mail à : ecrire@npa2009.org

Norm / Prénom :

Ville :

Tél. :

Mail :



Si le changement c'est maintenant, c'est maintenant qu'il faut interdire les licenciements!

www.npa2009.org

Dès les présidentielles passées, ce sont 5 000 emplois qui sont menacés à Air France, 3 000 à Carrefour, 12 000 dans toute la filière de la grande distribution, Conforama, Leader-Price, Saturn, Fnac... Des milliers à Danone, Nestlé, Coca Cola, Fralib, Nouvelles Frontières, ArcelorMittal, Siemens, Petroplus, SeaFrance, H2M, Meryl Fiber, Sora-Sotira, Sodimecal, Hewlett-Packard, SFR, Cofinoga, Sernam, Camiva, Areva, BNP, Crédit Agricole, Société Générale, Groupama mais aussi dans les services à la personne, le secteur associatif. Et on parle encore d'immenses plans sociaux en préparation après les législatives à la SNCF, chez Renault, à la Poste sans oublier les 3 000 à PSA-Aulnay, les centaines à General Motors.

Un ministère pour quoi faire ?

Face à cette hécatombe annoncée, le gouvernement a prévu un ministère du « redressement productif ». A. Montebourg a visité deux entreprises, Fralib et Bell-Lyon, et obtenu pour elles un sursis jusqu'aux législatives. Pour les autres, il a déclaré qu'il va lancer d'ici quelques semaines un appel à « tous les Français de bonne volonté » pour qu'ils « nous apportent leurs idées ». Comme si « on » ne savait pas que

les licenciements étaient provoqués par la soif de profit des patrons et que la seule « idée » possible c'est la volonté d'interdire tout licenciement sous menace d'exproprier les licenciés. Il n'y a que la menace de tout prendre aux riches qui peut leur faire céder un peu. Comment un huissier fait-il auprès d'un pauvre qui n'arrive pas à payer ? Il saisit tout, meubles, télé, bibelots. Aujourd'hui, les patrons nous font la guerre. Pourquoi serions-nous incapables de faire pareil ?

Malheureusement le gouvernement est à des années-lumières de ça. Le 22 mai, B. Hamon, ministre-délégué de l'Économie sociale et solidaire, a expliqué que le nouveau gouvernement sera impuissant à s'opposer aux fermetures d'entreprises qui ne trouvent pas de marché. Les salariés devront se reconvertir et l'État aidera à cette reconversion. Où est le changement ?

Ce n'est pas une crise, c'est une arnaque...

Ces derniers jours, on a appris que la rémunération moyenne annuelle des 37 principaux PDG des grandes entreprises du pays est de 3,55 millions d'euros. Ce qui fait 10 000 € par jour, week-ends et vacances comprises. 300 fois plus qu'un-e salarié-e au SMIC. Et ce

n'est rien par rapport aux actionnaires. Alors qu'ils payent ! Il n'est pas possible de sortir de la crise sans s'attaquer aux profits, sans remettre en cause le partage des richesses actuel, sans s'en prendre aux intérêts des capitalistes.

C'est ce que défendent aux élections législatives les candidat-e-s du NPA présent-e-s dans 380 circonscriptions. Ils défendent aussi la nécessité de regrouper toutes les forces politiques et sociales, toutes celles et ceux qui s'opposent à l'austérité et à la crise, qui ne font pas confiance au PS et veulent construire une opposition de gauche à sa politique, un mouvement d'ensemble pour imposer des mesures d'urgence.

Parce que nos vies valent plus que leurs profits, le 10 juin votez pour les candidatures du NPA !

Avec le soutien de
PHILIPPE

POUTOU

